

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Guerre-et-Concorde-civileReconstruire-la-paix-civile-en-France>

Guerre et Concorde civileReconstruire la paix civile en France

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : lundi 21 décembre 2015

Description :

Concorde. France. Guerre civil. Reconstruire la paix civile.

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Un des faits marquants de la campagne électorale lors de l'entre-deux tours des élections régionales (du 6 au 13 décembre), et du discours politique qui s'est tenu depuis, a été l'extrême violence des termes employés.

On se souvient que Claude Bartolone, le candidat du P « S » pour la région Île de France, et ci-devant président de l'Assemblée Nationale, n'avait pas hésité à qualifier son opposante, Mme Valérie Pécresse, de « *candidate de la race blanche* ». Ce n'est qu'un exemple, et on pourrait facilement multiplier les références. Ceci indique qu'une partie des élites au pouvoir, ces élites que l'on a qualifiées de *compradores* [1], sont décidées à jouer la carte de la guerre civile.

On a indiqué à plusieurs reprises le risque latent de guerre civile qui existait désormais en France [2]. Le choc produit par les attentats du 13 novembre nous confronte directement à cette perspective. Mais, en même temps, ce choc ouvre la voie à une possible instrumentalisation de cette menace de guerre civile.

La division, premier acte de la guerre civile

Le risque de la guerre civile est évident quand des responsables politiques, et cela quel que soit leur parti, font le choix de la division symbolique du peuple, dressant alors une partie de celui-ci contre l'autre. Précisons ici ce que l'on entend par le « peuple ». En fait, quand nous parlons d'un « peuple », nous ne parlons pas d'une communauté ethnique ou religieuse, mais de cette communauté politique d'individus rassemblés qui prend son avenir en mains [3]. Il importe donc de dépasser l'idée d'un peuple constitué sur des bases ethniques ou par une communauté de croyants. Or, c'est très précisément le mouvement inverse auquel M. Claude Bartolone s'est prêté. Il a même aggravé son cas en usant du mot « race », un terme qui certes a un sens juridique et politique, mais qui n'en a aucun d'un point de vue scientifique.

Mais, M. Bartolone n'est pas n'importe qui. En tant que président de l'Assemblée nationale, il est supposé connaître parfaitement la Constitution de la France, un pays qu'il prétend servir. Or, dans le premier article du préambule de cette Constitution, ne lit-on pas : « Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République » [4]. La lecture de cet article devrait interdire à tout homme politique républicain de se référer, dans un discours politique, à une « race ». Faut-il donc en conclure que M. Claude Bartolone n'est pas républicain ? Faut-il donc en conclure que Mme Emmanuel Cosse (du parti EELV) et M. Pierre Laurent (du PCF), qui ont assisté à cette sortie de Claude Bartolone, qui n'ont manifesté aucune émotion et qui sont restés à la tribune de cette réunion, ne sont pas républicains ?

La question posée est ici des plus graves. On a condamné, à juste titre, les propos tenus par Mme Nadine Morano, qui appartient à l'ex-UMP, rebaptisé pompeusement « Les Républicains ». On condamne, et là encore à juste titre, des débordements et des outrances des uns et des autres. Mais, ces débordements et ces outrances, il faut en convenir, sont moins graves que ces mots prononcés par le président de l'Assemblée nationale. Que ceci ait été si peu remarqué, si peu relevé, montre qu'il y a non pas une accoutumance mais bien un projet politique de diviser les Français. Ce projet politique consiste à communautariser la vie politique française pour pouvoir s'appuyer sur des divisions irréconciliables que l'on aura ainsi créées en son sein. Il faut alors se poser la question d'à qui profite le crime. Et l'on voit bien qu'il ne peut profiter qu'aux élites oligarchiques.

On doit rapprocher cet incident extrêmement grave du discours médiatique qui a été tenu sur le Front National et sur la République à partir du 6 décembre. Ce discours a présenté l'électeur du Front National comme une sorte de sous-homme. Ce discours est tenu alors que le président de la République appelle à la « concorde nationale ». Ce sont des appels qu'il est bon d'entendre, mais que l'on ne pourra entendre en fait que, d'une part, quand on aura condamné fermement les discours qui visent à séparer les Français, à les diviser les uns les autres sur des critères de « race », de religion, et en considérant qu'une large fraction d'entre eux n'est pas apte à exercer des responsabilités, et, d'autre part, que quand on aura proposé des stratégies claires autour desquelles les français pourraient se retrouver unis. Mais, rien de tout cela n'est fait.

Le discours de la concorde restera inaudible tant que l'on continuera d'humilier environ 30% des Français. Maurice Thorez, le dirigeant du PCF, avait choqué une partie de la gauche en 1936, dans son discours où il « tendait la main au militant des Croix-de-Feu ». On connaît les mots qu'il utilisa à la fin de son discours : « Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu croix de feu, parce que tu es un fils de notre peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux comme nous éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe. » [5].

Je ne suis pas un partisan inconditionnel de feu Maurice Thorez, et ceux qui me lisent le savent bien. Pourtant, on ne peut qu'être frappé par la tonalité de l'appel et aussi par son actualité dans la situation présente de la France. Ces mots, ce sont ceux que François Hollande aurait du prononcer s'il avait vraiment voulu la concorde nationale ; mais ces mots, il ne peut les prononcer, non, en vérité il ne le peut pas.

Il ne le peut pas car il est l'homme qui s'est renié quand il disait que son ennemi était la finance, qui a abandonné les ouvriers de Fleurange, qui a trahi, de petites en grandes trahisons, à peu près tout ce qui faisait l'identité politique d'une certaine gauche. Il ne le peut pas car il n'est, en réalité, que le fondé de pouvoir d'une classe oligarchique qui ne cherche qu'à s'enrichir, encore et toujours plus, et qui, pour ce faire, est prête à plonger la France dans la guerre civile si c'est à ce prix qu'est la conservation de son pouvoir.

Les Principes de la République

Nous voyons bien où conduit cette logique de classe, voire de caste, et où conduisent les différents abandons de la souveraineté qui ont été consentis par les différents pouvoirs depuis plus de vingt ans. Car, une politique répondant aux intérêts de l'immense majorité du peuple implique que l'on revienne sur ces abandons, que la politique retrouve ses droits et que l'on cesse de la dissoudre dans la technique que l'on prétend saupoudrer de « valeurs ».

L'espace politique doit donc être l'espace des principes qui constituent les fondements d'une action collective. Cela implique donc de revenir à la politique et de cesser de vouloir élever en politique ce qui relève en réalité du choix individuel. Mais, revenir à la politique est une démarche contraire, et même contradictoire, avec la démarche spontanée du néo-libéralisme qui prétend dissoudre des questions politiques dans des questions dites « techniques » [6], et qui entend remplacer le débat sur les principes par une discussion sur les valeurs. De ce point de vue, le retour au politique est la base nécessaire pour que l'on puisse un jour retrouver cette concorde civile qui n'exclut pas des différences et des divergences.

***Jacques Sapir** est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent est « La Démondialisation » (Paris, Le Seuil, 2011).

[RussEurope](#). Paris, le 20 décembre 2015.

[1] Le mot *comprador* désignait à l'époque coloniale un autochtone, fondé de pouvoir d'une firme étrangère, qui servait d'intermédiaire dans des opérations financières et marchandes entre les Européens et les autochtones coloniaux. Le marxiste grec Nicos Poulantzas a réutilisé ce mot en opposant *bourgeoisie comprador* (tirant sa fortune du commerce avec l'étranger) et *bourgeoisie intérieure* (ayant des intérêts dans la production de richesses nationales).

[2] Voir Sapir J. « [Vers la Guerre Civile ?](#) », note publiée le 4 octobre 2015 sur le carnet [Russeurope](#) et « La guerre civile froide ? », note publiée sur [Russeurope](#) le 12 janvier 2014

[3] Et l'on avoue ici plus qu'une influence de Lukacs G., Histoire et conscience de classe. Essais de dialectique marxiste. Paris, Les Éditions de Minuit, 1960, 383 pages. Collection « Arguments »

[4] www.conseil-constitutionnel.fr

[5] Discours de Maurice Thorez du 17 avril 1936

[6] Bellamy R., (1994). « 'Dethroning Politics' : Liberalism, Constitutionalism and Democracy in the Thought of F. A. Hayek ». British Journal of Political Science, 24, pp 419-441